

## France: Les questions politiques qui se posent dans la lutte contre la politique d'austérité de Sarkozy

Par Alex Lantier, 15 octobre 2010

La journée d'action du 12 octobre en France a mis en évidence l'opposition puissante, au sein de la classe ouvrière, aux attaques du président Nicolas Sarkozy contre les retraites. Une mesure phare en est le report de deux ans de l'âge de départ à la retraite. Avec une nouvelle journée d'action prévue et des pénuries de carburant qui se développent rapidement en raison de la grève des raffineries, le soutien populaire est toujours massif pour la grève contre ces coupes. D'après les sondages, 61 pour cent de la population sont favorables à une action de grève dans la durée.

Le gouvernement poursuit sa politique avec un mépris flagrant de l'opinion publique et des droits démocratiques. Tout comme le ciblage fascisant des Roms par Sarkozy et la participation de la France à la guerre en Afghanistan, les coupes dans les retraites ont été passées en force par le Parlement en dépit d'une opposition populaire très large. Sarkozy a dit très clairement qu'il ne reculera pas, déclarant qu'il ira « jusqu'au bout » sur les retraites.

L'antagonisme irréconciliable entre les exigences des banques, qui dictent la politique des gouvernements bourgeois, qu'ils soient soi-disant de « gauche » ou de droite, et les besoins sociaux de la classe ouvrière, se révèle être la principale caractéristique de la vie politique. Les travailleurs rejettent la perspective de travailler pour de maigres salaires jusqu'à leur mort. Mais la Banque centrale européenne (BCE), le Fonds monétaire international (FMI) et le gouvernement français ont clairement dit que cette réduction des retraites ne représente qu'une partie des coupes visant à augmenter la profitabilité et la compétitivité des grandes entreprises et à imposer le coût

du renflouement des banques à la classe ouvrière.

Deux ans après le début de la crise économique, un bilan politique doit être établi. Après avoir donné des centaines de milliards d'euros aux banques, les gouvernements de toute l'Europe ont fait passer en force des coupes sociales, des fermetures d'usines et des réductions de salaire. Les manifestations et l'opposition populaires n'ont pourtant pas manqué, mais les classes dirigeantes ont en grande partie réussi à imposer leur volonté à la classe ouvrière.

C'est à cause de la trahison des syndicats et de leurs alliés, les partis « de gauche. » La condition préalable nécessaire au développement d'une lutte réelle par la classe ouvrière est une rupture avec ces organisations.

Le Parti socialiste (PS), le Parti communiste français (PCF), le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) petit-bourgeois, et les syndicats caressent tous l'espoir que Sarkozy modifiera ses attaques s'il y a suffisamment de travailleurs dans les manifestations. Cette perspective s'est révélée être une impasse pour la classe ouvrière en France – tout comme en Grèce, en Espagne, au Portugal et ailleurs.

Alors même qu'ils appellent à des manifestations, les syndicats négocient les termes de ces coupes sociales avec Sarkozy. Quant aux partis « de gauche, » ils maintiennent tous « l'unité dans la lutte » avec le PS, un parti ouvertement pro-capitaliste. Le candidat probable de ce parti à la présidentielle de 2012 est Dominique Strauss-Kahn, le directeur du FMI, qui a publié un rapport la semaine dernière faisant l'éloge de la réforme des re-

traites voulue par Sarkozy.

Une confrontation politique se prépare entre la classe ouvrière et cet establishment «de gauche» en faillite.

En reconduisant leur grève, les travailleurs français s'efforcent de briser le carcan des journées d'action isolées et rituelles, par lesquelles les syndicats cherchent à contenir et disperser l'opposition de la classe ouvrière. La grève qui se poursuit dans les raffineries montre que les travailleurs ont un pouvoir social énorme, et un nombre croissant de travailleurs veut déployer ce pouvoir contre les banquiers et le gouvernement.

Cela mène les travailleurs à une collision frontale avec les syndicats et crée les conditions nécessaires à une rébellion contre eux. Il est nécessaire de renforcer et d'élargir cette révolte naissante, et de l'armer avec de nouvelles structures organisationnelles et une nouvelle perspective politique.

Le World Socialist Web Site propose que les travailleurs forment des comités d'action, indépendants des syndicats, sur leur lieu de travail. Le but de ces comités sera de mener à la fois des grèves et une lutte politique contre les patrons et l'Etat.

Étant donné le soutien populaire massif en faveur des actions de grève contre les coupes et le ferment politique qui se développe parmi les étudiants et d'autres couches de la population, la tâche politique centrale du comité d'action est de préparer une grève générale. Le but déclaré d'une telle grève doit être le renversement du gouvernement Sarkozy.

Les besoins sociaux et politiques du peuple ne peuvent être satisfaits que si le gouvernement qui émerge de cette lutte s'appuie sur la classe ouvrière et se consacre à appliquer un programme socialiste, comprenant l'expropriation des fortunes privées des ultra-riches, la nationalisation des banques et des grandes

entreprises et leur transformation en entreprises publiques sous le contrôle démocratique de la population laborieuse.

L'aristocratie financière mène une guerre de classe de manière centralisée, avec la collaboration des gouvernements, des banques, de la BCE, et du FMI sans s'arrêter aux frontières nationales pour préparer et mettre en oeuvre des coupes sociales, des licenciements massifs et des réductions de salaire. En dépit des conflits qui se font de plus en plus âpres entre classes dirigeantes des différents pays, elles sont toutes unies pour attaquer la classe ouvrière.

Les luttes des travailleurs seront inévitablement vaincues tant qu'elles ne prendront pas, elles aussi, une forme coordonnée et internationale. La politique de Sarkozy en France n'est pas fondamentalement différente de la politique d'austérité des gouvernements de par l'Europe et l'Amérique du Nord. Un appel à la solidarité de classe internationale, lancé par les travailleurs qui luttent contre la politique d'austérité en France, recevra un soutien énorme à travers le monde.

La lutte pour défendre les conditions sociales des travailleurs dans n'importe quel pays est inséparable de la lutte contre le nationalisme et les préjugés anti-immigrés. Il faut rejeter fermement toutes les tentatives des gouvernements, des syndicats et des partis politiques de canaliser l'opposition sociale sur des lignes nationalistes et de monter les travailleurs d'un pays contre leurs collègues des autres pays.

Le WWSWS en appelle aux travailleurs de France pour qu'ils élargissent et approfondissent la lutte contre les réformes de Sarkozy, et forment des comités d'action pour se défaire du poids mort des syndicats et ouvrir la voie à une lutte politique pour un gouvernement des travailleurs et pour la transformation socialiste de l'Europe et du monde.